

Déclaration liminaire au CSA-D du 8 avril 2026



Monsieur le directeur académique,
Mesdames et messieurs les membres du CSA-d,

Ce CSA-Départemental se tient dans un contexte international particulièrement préoccupant. Le droit international est bafoué par des États qui décident unilatéralement d'interventions militaires et remettent en cause le principe de souveraineté des États. La FSU-SNUipp condamne ces agressions et l'escalade militaire engagées par les États-Unis et Israël contre l'Iran et le Liban. Elle réaffirme son attachement au droit international et à la paix.

Après la guerre génocidaire menée par l'État d'Israël à Gaza et l'enlèvement de Maduro par les États-Unis au Venezuela, cette nouvelle guerre participe à l'affaiblissement généralisé du droit international et à la banalisation du recours à la force et à la guerre comme mode de régulation des conflits.

La FSU-SNUipp se joint à celles et ceux qui demandent un cessez-le feu immédiat, la protection des populations, le retour à la diplomatie.

Ce CSA-D se tient également dans un contexte national post élections municipales où une nouvelle fois l'abstention est un des faits marquants du scrutin. Elle est un signal fort de la crise démocratique qui traverse le pays et pourrait nous conduire au pire dans un an. La réponse politique est urgente : il faut renforcer notre modèle social plutôt que le détruire et faire vivre la démocratie sociale.

Ce CSA-D se tient enfin dans un contexte de remise en cause profonde du service public d'éducation qui tourne le dos aux besoins de l'École publique.

S'appuyant sur la baisse démographique, le budget 2026 adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat entérine une nouvelle offensive contre l'École publique, en profitant de cette évolution pour supprimer massivement des postes.

C'est avec 1891 suppressions de postes dans le premier degré que le ministère fait le choix assumé de sacrifier le service public d'éducation.

Ces décisions, purement budgétaires, contredisent l'ensemble des travaux de recherche et des évaluations internationales, qui montrent toutes, qu'une amélioration du taux d'encadrement et une baisse des effectifs par classe sont indispensables à la réussite des élèves et à la réduction des inégalités.

Avec un taux d'encadrement, l'un des plus hauts d'Europe, on ne peut pas afficher l'ambition de la réussite pour toutes et tous... et organiser, dans le même temps, la pénurie.

Par ailleurs, les données récentes de la DEPP confirment une réalité que nous dénonçons depuis longtemps : les enseignant.es sont parmi les cadres de catégorie A de la fonction publique les moins bien rémunérés. Ce déclassé salarial, persistant, est une attaque directe contre l'attractivité du métier.

Et le gouvernement a froidement confirmé le choix de geler les rémunérations des agent·es de la fonction publique, refusant toute mesure générale d'amélioration des rémunérations pour 2026 et annonçant déjà la continuité pour 2027. Il choisit ainsi d'aggraver la crise de recrutement qui affaiblit les services publics et refuse reconnaissance et soutien aux personnels dans leurs missions fondamentales au service de la population et de la cohésion sociale.

Cette politique nationale a aujourd'hui des conséquences concrètes et brutales dans notre département. Avec 17 fermetures de postes devant élèves, la carte scolaire proposée acte une nouvelle dégradation du service public d'éducation en Haute-Garonne. Ces suppressions vont mécaniquement entraîner une dégradation des conditions d'apprentissage des élèves et une mise en tension accrue des équipes dans un département déjà en souffrance, comme en témoignent les collègues du département lorsqu'ils et elles vous interpellent par écrit en appelant "au secours", quand ils et elles se retrouvent, équipe entière, en arrêt de travail ou quand ils et elles se mettent en grève reconductible comme la semaine dernière.

Les enseignant.es et les AESH n'ont pas à porter les conséquences de choix politiques délétères pour le service public d'éducation.

Les AESH, justement, ont un rôle central dans le fonctionnement de l'école inclusive mais l'institution organise leur précarité : temps incomplets imposés, faibles rémunérations, absence de véritable statut, conditions de travail dégradées.

Comment prétendre construire une école inclusive sans reconnaître celles et ceux qui la font vivre au quotidien ?

Que dire des élèves notifiés pour une orientation en établissement médico-social ou un accompagnement humain dont les besoins spécifiques ne sont pas respectés ?

L'État affiche des ambitions mais ne s'en donne pas les moyens. Et ce n'est pas avec la mise en place à marche forcée des PAS (Pôle d'Appui à la Scolarité) que les problématiques de l'école inclusive seront réglées.

Il faut le dire clairement : l'École tient aujourd'hui uniquement grâce à l'engagement des personnels, parfois au prix de leur santé.

Car les conditions de travail ne cessent de se dégrader. Les situations d'épuisement professionnel se multiplient. Les collègues sont à bout. Il n'y a qu'à compter le nombre de fiches RSST.

Nous sommes donc aujourd'hui réuni.es pour le CSA-D devant acter votre projet de carte scolaire pour la Haute-Garonne.

Nous revendiquons des moyens pour l'école publique. Nous exprimons notre colère face à ce que sont devenues nos conditions de travail. Cette carte scolaire est sanglante et bien loin de ce que la FSU-SNUipp porte pour une école publique de qualité, à savoir :

- Aucune classe ne doit avoir + de 24 élèves en dehors de l'éducation prioritaire.
- En éducation prioritaire et pour les classes multi-niveaux notamment en ruralité, pas plus de 20 élèves par classe.
- En maternelle : pas plus de 15 en TPS et PS.
- Les élèves d'Ulis, d'UPE2A, autres dispositifs et les TPS doivent être pris en compte et ajoutés aux effectifs des classes et donc de l'école.
- Les Rased doivent être reconstruits et réimplantés entièrement et complètement.
- Des postes de titulaires remplaçant·es doivent être ouverts pour couvrir les besoins et pour accompagner un plan massif de départ en formation continue.

- Les Segpa et les Établissements Sociaux et Médico-Sociaux (ESMS).doivent être valorisés, soutenus, confortés et réimplantés sur tout le territoire.

En annonçant 165 fermetures de classes les écoles vont se retrouver de nouveau avec des effectifs surchargés dans les classes avec, pour de nombreuses écoles, très peu de places disponibles dans l'école pour des inscriptions en cours d'année. Vous tentez de rattraper le manque structurel de remplacement avec la création de 60 postes de remplaçant.es, ou peut-être est-ce 80 selon vos déclarations dans la presse. On s'y perd un peu.

Dans tous les cas, ce n'est pas assez, car reporté au nombre de circonscriptions (sans compter les établissements médico-sociaux), cela fera une moyenne de 2 postes et demi par circonscription. Là où, par exemple, les circonscriptions toulousaines connaissent une moyenne de 4 à 6 classes non remplacées par jour. De plus ces créations se font au détriment des écoles puisqu'elles entraînent des fermetures de classes.

Une suppression de 17 postes, la création de 32 PAS supplémentaires dont 16 financés sur des fermetures de classe dans le premier degré, des notifications MDPH toujours pas assurées à la hauteur des réels besoins. Tout cela est tout juste compensé par la pérennisation des 45 postes provisoires, plus que nécessaire et qui sont une fausse victoire puisqu'ils étaient déjà utilisés depuis de nombreuses années. 207 fermetures annoncées pour 190 ouvertures, qui en réalité pour beaucoup sont des transferts de postes donc des opérations nulles. Voilà le projet que vous nous proposez, voilà la vision de l'école portée.

Pendant ce temps, les effectifs dans les écoles privées ne bougent pas. Comment peut-on prétendre défendre le service public d'éducation dans ces conditions ? Où est l'ambition pour l'école de la République ? La FSU-SNUipp 31 continuera de défendre une baisse des effectifs par classe, une révision de la carte de l'éducation prioritaire et une répartition plus juste des moyens.

La mobilisation du mois de mars, particulièrement celle du 10 mars et celle de la semaine dernière, prend racine dans une école publique sinistrée en Haute-Garonne. Avec entre autres :

- des non remplacements chroniques (**100 à plus de 170** classes par jour non remplacées en moyenne en janvier) qui provoquent, avec les nombreuses répartitions, des hausses d'effectifs dans les classes.

- un manque criant d'AESH. Toujours plus de 600 élèves sans AESH dans le 31 et 75 % des élèves notifiés souvent accompagnés de manière très partielle, avec un.e AESH qui s'occupe de plusieurs élèves en même temps, toujours pas de statut et des conditions de travail qui se dégradent avec les PIAL et les PAS.

- des situations complexes, des RASED décimés, des places en établissements médicaux sociaux insuffisantes qui transforment les écoles en salle d'attente des EMS et dégradent le climat scolaire.

- des écoles rencontrant des difficultés similaires à l'éducation prioritaire et pour lesquelles les moyens ne sont toujours pas à la hauteur.

- des écoles rurales, poussées à se regrouper pour devenir plus grandes au prétexte d'améliorer leur fonctionnement, méprisant totalement la nécessité de conserver partout où cela est possible des écoles, particulièrement dans des zones isolées.

Nous vous avons alerté dès votre arrivée dans le département, dès le mois de septembre. Nous vous avons prévenu lors du dépôt de l'alerte sociale début mars.

Le manque de moyens à tous les niveaux tue l'école et l'ensemble des services publics. **Il faut réagir !**

Aujourd'hui nous allons débattre d'une carte scolaire sanglante. Le constat est bien amer pour les collègues de notre département mais également pour les élèves et leurs parents.

Car c'est bien aujourd'hui une carte scolaire explosive, à l'image d'un pilotage inhumain, **au prétexte de la baisse démographique**. L'école est aujourd'hui menacée par une logique comptable qui considère cette évolution comme une opportunité de suppression massive de postes et d'économies. Une vision portée par des politiques néolibérales et une économie dite de "guerre" pour justifier de mettre l'argent ailleurs. Parce que oui, l'école publique a besoin d'argent, a besoin de créations de poste, a besoin d'une volonté et d'une vision politique à plus long terme sous le signe de l'ambition.

Nous le redirons sans cesse, la baisse du nombre d'élèves doit être un levier pour sauver l'école publique : réduire les effectifs dans les classes, renforcer l'accompagnement des élèves avec la reconstruction des RASED et des enseignants surnuméraires, améliorer les conditions de travail des personnels et lutter plus efficacement contre les inégalités scolaires notamment en respectant les notifications MDPH (accompagnement à la hauteur des besoins par une AESH ou places en établissement spécialisé) !

Nous continuerons de vous alerter tant que la réalité des conditions de travail et d'apprentissages dans notre département ne seront pas pris en compte à la mesure de ce qu'elles sont !

Et nous continuerons de proposer une autre vision de l'école publique, via un plan d'urgence plus que nécessaire pour le département et que nous tenons à porter à la connaissance de notre ministère.

L'École publique n'est pas un coût. C'est un choix de société.